



## **Stabiliser la conjoncture, accélérer la transformation écologique, combattre globalement la pauvreté**

### **Plan directeur des Verts suisses en matière de politique économique**

Un autre monde, tel que le décrit le Manifeste des Verts suisses, est possible. Pourtant, le chemin est encore long. Lors de la prochaine législature, et à l'image de la précédente, les majorités politiques du Parlement ne permettront pas d'évoluer rapidement. Dans la perspective des prochaines discussions, le groupe parlementaire des Verts a élaboré un plan directeur de politique économique. Il servira de repère pour les discussions au sein des commissions et du Parlement, ainsi que pour animer le débat dans la rue. Il s'agit de promouvoir un monde plus écologique, plus social et plus solidaire.

### **Empoignons les vrais problèmes !**

Le gouvernement suisse et les partis bourgeois sont préoccupés par les pseudo difficultés que rencontrent actuellement l'AVS, les finances publiques et la place économique suisse. Mais les problèmes urgents que sont le chômage, la pollution croissante de l'environnement et la pauvreté globale les laissent indifférents. C'est pourtant ces problèmes-là qu'une politique économique sérieuse devrait régler en première priorité.

Début 2001, la situation économique internationale se détériore et une crise conjoncturelle éclate. Le niveau des ventes des exportateurs suisses diminue. Pour compenser cette baisse, les capacités et le personnel sont compressés sur les sites de production du pays de telle sorte que la crise se répercute également en Suisse. Les effets de la diminution des exportations sont encore aggravés par la réévaluation du franc suisse, devenu valeur refuge pour les investisseurs internationaux. L'effondrement simultané du cours des actions n'a en rien amélioré la situation.

La place financière suisse, dont la plupart des bénéficiaires se font en bourse, a été confrontée à des pertes non négligeables. Des caisses de retraite, ayant perdu des sommes colossales en bourse, se sont retrouvées en très mauvaise posture. Le taux de chômage a massivement augmenté.

Même si, en période de stagnation conjoncturelle, rien n'est sûr, un fait est pourtant établi : les partis bourgeois pensent que la crise conjoncturelle est causée par un problème structurel

suisse. Ceci a été le cas dans toutes les crises depuis les années 70. « L'économie suisse s'est encroûtée ! Le politique doit mettre en place des conditions cadres pour un développement économique fort ! On revendique la dérégulation ! La participation de l'Etat doit être diminuée ! » Et voilà qu'un paquet d'économies et déjà ficelé. Il est également certain que le financement de l'AVS sera mis en cause et que la politique environnementale en fera aussi les frais...

Les Verts ont examiné les mesures proposées par le Conseil fédéral et les partis bourgeois. Conclusion : amaigrir le budget et démanteler l'AVS ne sont pas des mesures nécessaires. En augmentant la TVA d'un point, l'AVS est, au minimum, assurée jusqu'en 2015. Le paquet d'économies de la Confédération est totalement exagéré. Il s'agit d'un programme inutile ayant des conséquences graves sur l'environnement, la sécurité sociale et le marché du travail. Les problèmes de croissance de l'économie suisse ne sont pas d'ordre structurel et elle est tout à fait concurrentielle au niveau international. Dès que la demande économique mondiale reprendra du poil de la bête, les ventes des exportateurs suisses augmenteront illico. Des mesures pour renforcer la compétitivité sont dès lors totalement superflues.

En revanche, les problèmes que sont le chômage, étroitement lié à la conjoncture, la dégradation continue de l'environnement et la pauvreté mondiale croissante sont urgents. La tendance à une consommation croissante des ressources non-renouvelables se confirme. La biodiversité et les terres cultivables disparaissent à grande vitesse, les forêts tropicales sont déboisées, etc. L'effet de serre n'a fait qu'accentuer le problème environnemental. Cette évolution touche avant tout les personnes vivant dans des régions économiquement défavorisées. Ce sont eux qui supportent les conséquences des problèmes climatiques provoqués par les pays riches, alors qu'ils n'y ont que peu contribué. En outre, ils sont fortement dépendants des fluctuations des marchés financiers et des matières premières. Les crises périodiques touchent une grande partie de la population et provoquent pauvreté et misère. Dans les pays riches, la répartition inégale des revenus et des chances s'accroît encore. La politique néolibérale des élites capitalistes, connue sous le nom de globalisation, menace la démocratie et cherche à la remplacer par des institutions privées, basées sur la propriété (entreprises, fondations, etc.). En desserrant le filet social et en limitant la marge de manœuvre de l'Etat, les crises régulières ont des répercussions toujours plus graves, avant tout pour les membres les plus faibles de notre société. Le chômage et la pauvreté augmentent. Le stress sur le lieu de travail menace la santé. L'intégrité personnelle est sacrifiée sur l'autel de la performance.

La conjoncture économique doit être stabilisée. La transformation écologique mise rapidement et efficacement sur pied. L'aide au développement et la lutte contre la pauvreté doivent être prioritaires.

## **Stabiliser la conjoncture – combattre le chômage**

La crise conjoncturelle mondiale a fortement touché la Suisse. Jusqu'à 200'000 personnes ont été à la recherche d'un emploi. Se retrouver au chômage n'est pas chose facile et engendre des problèmes financiers. Les chômeurs qui ont une famille à charge ou doivent subvenir aux besoins de tierces personnes se voient confrontés à des problèmes existentiels. La confiance en soi ainsi que l'estime de soi sont menacés.

En outre, les expériences passées démontrent qu'une politique environnementale efficace dépend d'une évolution conjoncturelle équilibrée.

En effet, lors de la crise économique des années 90, l'opinion publique n'a plus accordé beaucoup d'importance aux problèmes écologiques. La volonté politique a suivi le mouvement. Les thèmes environnementaux ont eu la vie dure et une argumentation facile et mensongère a bien souvent empêché la réalisation d'améliorations écologiques. Les crises économiques rendent également difficile la mise en œuvre de mesures politiques favorables à l'environnement. Une crise peut, par exemple, fortement perturber un projet de lotissement destiné à rapprocher le lieu de travail de celui du domicile afin de diminuer le trafic pendulaire. La crise débouche sur des licenciements contraignant les salariéEs à chercher du travail ailleurs, tout en conservant leur lieu de domicile initial par égards pour leurs enfants ou pour ne pas devoir changer de cercle social. En conclusion, les salariéEs doivent, en période de crise, être prêts à prendre sur eux des trajets plus longs pour se rendre à leur travail.

Il existe de nombreuses mesures en matière de politique économique pour lutter contre la crise conjoncturelle. Par exemple :

- Investir pour augmenter l'efficacité des ressources
- Favoriser la construction de logements sociaux pour lutter contre la pénurie de logements
- Promouvoir les modèles de temps de travail favorisant le maintien des places de travail
- Stabiliser le taux de change par la Banque Nationale Suisse
- Stopper les mesures d'épargne dans les ménages publics
- Créer des places d'apprentissage
- Mettre sur pied des campagnes de sensibilisation à l'économie d'énergie
- Différer l'assainissement des caisses de pension
- Baisser les primes d'assurance maladie pour les bas revenus

*Voir aussi: position des Verts sur la politique conjoncturelle (paru dans la WOZ économique no.1)*

## **Stopper cette politique des finances asociale et anti-écologique**

La Confédération, les cantons et les communes considèrent la baisse de recettes, provoquée par la crise conjoncturelle, comme une situation permanente. Des mécanismes financiers interdisant tout endettement sont mis en place (frein à l'endettement et équilibre du budget) et

aboutissent logiquement à des coupes drastiques dans les dépenses. Voilà donc un programme d'économies ficelé. La Confédération, par exemple, veut économiser 3 milliards de francs dans le cadre de son programme d'allègement 2003. Le social et l'écologie seront surtout touchés, tandis que les ménages à haut revenu seront gratifiés de cadeaux fiscaux. Le programme d'économies devrait coûter à la Suisse 20'000 à 30'000 places de travail supplémentaires.

Du point de vue économique, vouloir équilibrer le ménage public à moyen terme est absurde. Même certains livres d'économie de nature libérale le disent : l'Etat doit pouvoir s'endetter. Il doit investir là où les privés ne le font pas ou pas assez, par exemple dans l'éducation, les infrastructures et la protection de l'environnement, même si les revenus de l'Etat diminuent.

Il est faux de prétendre que l'endettement actuel de l'Etat sera à la charge des générations futures. Bien sûr, des dettes engendrent des intérêts. Mais n'oublions pas que lorsque les recettes sont supérieures aux intérêts, le bien-être social en est augmenté. Les investissements financés par des emprunts portent alors leurs fruits. Des investissements intelligents profitent aux générations futures sous forme, par exemple, d'un environnement préservé ou d'un taux d'occupation plus élevé. S'endetter intelligemment a un effet positif à long terme.

Abstraction faite de ces objections générales, le programme d'allègement de la Confédération comporte des éléments erronés. Le département de Monsieur Villiger s'est trompé en calculant les économies nécessaires. Les Verts estiment le déficit structurel à 0.5 à 1.5 milliards de francs suisses au maximum. De plus, ce déficit peut être couvert par les hausses de recettes prévues par le programme d'allègement, sans qu'il y ait d'économies supplémentaires à faire.

Pour des raisons politiques, et non par souci d'économies, les Verts sont favorables à une baisse des dépenses dans les domaines de la défense et de la construction des routes. Le redimensionnement de l'armée devrait logiquement déboucher sur une adaptation des moyens financiers destinés à la défense. La construction des routes doit être freinée si l'on veut réussir le transfert de la route au rail et remplir les objectifs de la protection du climat.

*Voir aussi:*

- *le document sur les finances fédérales de la commission économique*
- *la réponse à la consultation sur le programme d'allègement 2003*

## **Elargir les prestations de l'AVS: âge de la retraite à la carte et hausse des rentes**

« La population vieillit, les retraites sont donc en péril » – de nombreux Suisses en sont persuadés. Les scénarii pessimistes diffusés par le gouvernement ont largement contribué à répandre cette idée erronée.

Le Conseiller fédéral Pascal Couchepin – soutenu par les partis bourgeois et des associations économiques – fait planer la menace d'une augmentation de l'âge de la retraite à 67 ans. Des simulations économiques sérieuses, tenant compte de recettes raisonnables, démontrent que l'AVS n'est pas mise en danger. Selon les calculs de l'Institut de recherche conjoncturelle de l'EPF, l'AVS est financièrement assurée jusqu'à nouvel ordre ; il faudra à la rigueur augmenter la

TVA d'un point dans dix ans. Le développement de la productivité et des revenus permettra à 2,5 employés de financer un retraité en 2050. Aujourd'hui, le rapport est de quatre pour un.

Peindre le diable sur la muraille en matière de finances n'a qu'un seul objectif : limiter l'AVS à des prestations minimales. Les salariés à revenu modeste seront donc contraints à travailler jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge normal de la retraite, peu importe à quel point ils sont épuisés. Les salariés à revenu élevé bénéficieront, quant à eux, d'un âge de retraite à la carte grâce à une bonne prévoyance individuelle qu'ils auront pu, en plus, déduire des impôts. Pourtant ces personnes sont en général en meilleure santé car leurs conditions de travail sont physiquement moins difficiles et leur permettent un meilleur épanouissement.

Les Verts revendiquent une retraite à la carte accessible plus tôt - avant tout pour les personnes à revenu modeste. Si la volonté politique existe, son financement ne posera aucun problème. En outre, la crise des caisses de pension a démontré que l'AVS est une forme de prévoyance stable et bon marché. Le premier pilier s'est avéré efficace et sûr. Alors pourquoi ne pas améliorer et élargir ses prestations ? Le deuxième pilier – les caisses de pensions – n'a pas tenu ses promesses. Avant d'en diminuer les prestations en baissant le taux d'intérêt minimum, ce que nous refusons catégoriquement, il faudrait en renforcer la surveillance de manière significative. Le troisième pilier, quant à lui, doit être complètement réformé. D'un point de vue économique, il pousse à une épargne exagérée. Il est, de plus, un moyen supplémentaire d'échapper au fisc.

*Voir aussi: le document sur la prévoyance de la commission économique (paru dans la WOZ économique n°3)*

## **Combattre globalement la pauvreté**

La pauvreté est un scandale. Environ la moitié de la population du continent africain vit avec moins d'un dollar par jour. La distribution inégale des ressources s'est encore accentuée ces dernières décennies. Le revenu moyen des pays les plus riches est actuellement 20 fois supérieur à celui des pays les plus pauvres. En 1973, le rapport était de 13/1. Dans les pays riches également, le fossé entre riches et pauvres s'est accentué. Selon l'organisation internationale du travail (OIT), les salariés sont toujours plus souvent confrontés à des conditions de travail précaires. Il est temps d'agir et de passer à une offensive de développement.

La question centrale de la politique de développement consiste à savoir de quelle manière les pays pauvres pourront s'affranchir de la production de matières premières à laquelle la pauvreté est étroitement liée. Il faut favoriser les productions augmentant «la part de création de valeur» dans les régions pauvres. La suppression de la dette de ces pays est une des conditions sine qua non pour permettre les investissements nécessaires dans la formation, les infrastructures publiques, la politique de santé, etc. Les moyens financiers consacrés à la coopération et au développement doivent être le plus rapidement possible augmentés à 0.7% du PIB, comme

l'ONU le recommande. Il faut encourager la production indigène des produits alimentaires dans les pays en voie de développement. En outre, les frontières des pays industrialisés doivent être plus perméables à leurs produits industriels – les subventions à l'exportation des pays riches sont à supprimer. Bien entendu, les conséquences de ces modifications du « système économique » se répercuteront également dans les pays riches. Mais dans ces pays, et au vu du taux de chômage élevé et de la précarité des conditions de travail, les employés, surtout peu qualifiés, sont peu disposés à faire des concessions supplémentaires lorsqu'il s'agit d'ouverture des frontières aux produits (concurrentiels) étrangers. La politique sociale et économique devra donc tenir compte de ces effets dans leur ensemble et prendre les mesures nécessaires. Il faudra notamment fixer des salaires minimaux et réduire les charges pesant sur les revenus modestes, par exemple en augmentant les allocations pour enfants, en réduisant les primes d'assurance maladie et en allégeant la charge fiscale.

De plus, il est nécessaire que l'OMC remplisse ses obligations en matière de développement. Elle doit, selon le préambule des Accords de l'OMC, viser « l'augmentation du standard de vie, la réalisation du plein emploi, la protection et la conservation de l'environnement ». Elle doit s'assurer que les pays membres fassent pleinement usage des moyens qu'ils ont à disposition pour lutter contre la pauvreté. Il faut se débarrasser de l'idée de frontières globalement ouvertes aux biens et capitaux et introduire des règlements spécifiques à chaque pays avec des degrés d'ouverture de frontières différents. De ce point de vue, l'OMC ne sera plus l'institution qui harmonise ou aplanit les différences institutionnelles nationales mais elle sera l'interface entre les systèmes politiques différents qu'elle coordonnera au niveau de la politique de développement.

*Voir aussi: les documents de la commission économique (paru dans la WOZ économique n°2)*

## **Accélérer la transformation écologique**

Depuis les années 1990, la consommation des énergies non-renouvelables, et donc les émissions de CO<sub>2</sub>, augmentent régulièrement. Le pétrole est le plus touché par cette utilisation effrénée. Au niveau mondial, 100 millions de tonnes supplémentaires d'or noir sont consommés par an, soit une augmentation de 1.4%. La Suisse s'est engagée, en signant le Protocole de Kyoto, à abaisser ses émissions de CO<sub>2</sub> à un niveau inférieur de 10% à celui de 1990, et ceci jusqu'en 2010. Mais, si elle ne prend pas rapidement les mesures adéquates, elle n'atteindra jamais cet objectif. Pourtant, depuis des années, le réchauffement du climat a des conséquences concrètes que l'on ne peut ignorer : les glaciers fondent comme par exemple, le glacier d'Aletsch qui recule de 40 à 50 mètres par an.

Actuellement, et malgré cette situation alarmante, les partis bourgeois sont décidés à augmenter les capacités du réseau routier. Bien que le trafic routier soit responsable de la majeure partie des émissions de CO<sub>2</sub> et de matières polluantes, on veut faire construire un deuxième tunnel au

Gothard et élargir à six pistes l'autoroute A1. Oubliées les résolutions prises à l'heure de la mort des forêts. Le transfert du trafic de la route au rail n'est plus qu'un souvenir lointain. L'encouragement à la production des énergies renouvelables devrait être stoppé et le programme « SuisseEnergie » faire les frais du programme d'allègement 2003 de la Confédération.

Le problème des centrales nucléaires est également évincé. Malgré les dangers inhérents aux centrales nucléaires obsolètes et au stockage problématique des déchets nucléaires, la Suisse mise toujours sur l'électricité atomique. Les chances d'abandon de cette technologie ont été réduites à néant par des budgets de propagande colossaux pour les élections du 18 mai 2003. Toutefois, une grande partie des problèmes environnementaux pourraient être résolus par une augmentation de l'efficacité des ressources et une hausse du prix de l'énergie au niveau de celui de l'UE.

### **Amélioration de l'efficacité des ressources en général, tout spécialement dans les économies d'énergie**

Utiliser plus efficacement les ressources non-renouvelables et les remplacer à moyen terme, le défi est énorme. Nous n'avons pas le choix, il est impératif de réduire drastiquement les émissions de dioxyde de carbone, CO<sub>2</sub>. L'abandon de l'énergie nucléaire est également capital et urgent.

Jusqu'à ce jour, la Suisse a été dans l'incapacité de mettre sur pied une politique énergétique durable. Le Conseil fédéral, soutenu par les grandes associations économiques, l'a empêché. Des innovations d'avenir sont bloquées. Ainsi, la Suisse a perdu sa position de leader qu'elle avait encore il y a une ou deux décennies dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Même « SuisseEnergie » sera massivement pénalisé par le programme d'allègement 2003.

Toutefois, il est plus que temps de miser sur les alternatives au pétrole. Selon le géologue anglais Colin J. Campbell, spécialiste du pétrole, le *mid depletion point*<sup>1</sup> global du pétrole va être franchi en 2005.<sup>2</sup> De plus, la capacité maximale de production annuelle va être atteinte avant l'an 2010. Ensuite, la production annuelle diminuera et les prix prendront l'ascenseur.

Pour cette raison, il fait sens de se préparer, non seulement à l'abandon de l'énergie nucléaire, mais également à celui de l'économie pétrolière. Car il n'y a pas de ressource dont l'économie mondiale soit plus dépendante. Il ne faut donc pas affaiblir le programme SuisseEnergie, dont le budget annuel actuel se monte seulement à 55 millions de francs, mais plutôt lui mettre à disposition des moyens financiers bien supérieurs. N'oublions pas que pour l'année 2001, ces 55 millions de francs ont dégagé des investissements de 800 millions de francs et ont créé, respectivement maintenu, 4700 emplois. Le montant de la TVA prélevé sur ces investissements

---

<sup>1</sup>Au «mid depletion point» la moitié des ressources pétrolières mondiales sera épuisée.

<sup>2</sup>Voir Campbell 2002: Ölwechsel – Das Ende des Ölzeitalters und die Weichenstellung für die Zukunft.

est estimé à 60 millions de francs. La réduction de la pollution de l'air résultant de l'encouragement à l'utilisation efficace de l'énergie et l'usage plus fréquent des ressources renouvelables a également des effets non négligeables : les coûts de la santé baissent et génèrent une stimulation de la croissance bienvenue en cette période de stagnation économique.

Il est urgent d'agir pour atteindre des objectifs de politique énergétique d'avenir, comme, par exemple, pour satisfaire aux exigences du Protocole de Kyoto. La seule voie possible est le renforcement du Programme SuisseEnergie et l'introduction rapide de la taxe sur le CO<sub>2</sub> ou l'augmentation massive du prix de l'énergie (cf. chapitre suivant).

C'est pourquoi les Verts demandent une augmentation du soutien financier de la Confédération pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

A ces mesures d'encouragement, il faut ajouter une taxe sur le kérosène et pénaliser fiscalement les véhicules consommant beaucoup d'essence. De plus, le transfert des marchandises de la route au rail doit enfin être mis en oeuvre sérieusement. Dans cette optique, le percement d'un deuxième tunnel routier au Gothard n'est nullement nécessaire, mais une augmentation conséquente de la redevance poids lourds doit être envisagée.

*Voir aussi: Document de la politique de transports de la commission de l'aménagement du territoire et des transports.*

L'abandon de l'énergie nucléaire reste naturellement une des revendications centrales des Verts. Le non aux deux initiatives anti nucléaires est essentiellement la conséquence de la campagne d'EconomieSuisse, qui a peint le diable sur la muraille à coups de 20 millions de francs, et des circonstances économiques défavorables de notre époque. Du point de vue politique de sécurité et économique, sortir du nucléaire est un impératif. Aucune assurance n'est prête à couvrir le risque d'un accident nucléaire. Les réacteurs vieillissent, l'erreur est malheureusement humaine et des actes terroristes visant des centrales nucléaires sont possibles aussi bien ici qu'ailleurs. Le retraitement des déchets nucléaires et les coûts de mise à la retraite des cinq centrales suisses ne sont toujours pas garantis. Sous l'angle technique de l'approvisionnement, l'abandon du nucléaire, comme l'a revendiqué l'initiative «sortir du nucléaire» est parfaitement réalisable. En l'espace de 10 ans, les 37% de la production d'électricité provenant de l'énergie atomique peuvent être remplacés, respectivement économisés.

Par l'abandon de la production d'exportation, le remplacement des chauffages électriques trop gourmands, l'augmentation de l'efficacité, l'utilisation forcée du couplage chaleur-force et la promotion conséquente des énergies renouvelables, l'approvisionnement en électricité de la Suisse est garanti sans aucun problème.

## **Ajuster les prix de l'énergie à ceux de l'Europe – réduire la consommation des ressources – baisser les primes d'assurance maladie**

En comparaison internationale, les prix de l'énergie suisse sont (beaucoup) trop bas. 30 centimes le litre, telle est la différence entre le prix moyen du litre de mazout suisse et celui du mazout européen. Cette différence est supérieure à 30 cts / litre pour l'essence et équivaut à 1 ct / kWh pour l'électricité. En tenant compte du pouvoir d'achat<sup>3</sup> ce déséquilibre est encore bien plus frappant : le litre d'essence est 60 cts plus cher en Europe qu'en Suisse.

Il faudrait augmenter le prix du kWh suisse de 3,5 cts pour mettre au niveau européen les prix de l'essence et du mazout. En reportant cette surtaxe sur toutes les énergies non renouvelables, gaz, électricité nucléaire, charbon, les modifications seraient les suivantes.

<b>supplément de prix en cts./kWh</b>	<b>combustibles</b>	<b>électricité</b>	<b>gaz</b>	<b>carburants</b>
<b>3.50</b>	<b>23%</b>	<b>10%</b>	<b>55%</b>	<b>80%</b>

Les recettes supplémentaires liées à cette augmentation s'élèveraient à 6 milliards de francs. A court terme, la consommation d'énergie diminuerait d'environ 7% et à plus long terme, l'économie d'énergie pourrait être supérieure à 20%.

Ces revenus pourraient être investis dans l'amélioration des transports publics et la baisse des tarifs (voir propositions vertes pour la politique climatique du 12.08.03) ou redistribués à la population sous forme de réduction des primes d'assurance maladie. En cas de remboursement complet, les primes pourraient être divisées par deux.

La rétrocession des recettes par une diminution des primes est des plus équitable étant donné que toute personne domiciliée en Suisse est obligatoirement affilié à une assurance maladie et profitera donc de la réduction des primes.

La crainte de voir se développer un « tourisme de l'essence » de la Suisse vers l'étranger n'est pas justifiée et même démentie par les données de l'agence internationale pour l'énergie. Après ajustement des prix de l'énergie à ceux de l'UE, l'essence en Suisse serait aussi chère que dans les pays voisins, à l'exception de l'Autriche. Pourtant dans ce cas-là, la différence de prix serait si minime que faire son plein en Autriche n'en vaudrait pas la peine.

---

<sup>3</sup>Les données pour la comparaison internationale proviennent de l'agence énergétique internationale. Les données ont été établies sur la base des informations du BFS (2000) «comparaison internationale des prix et parité du pouvoir d'achat». Les prix des pays en question ont été pondérés avec les revenus concernés afin d'établir les charges effectives des ménages et des entreprises.

Les Verts doivent-ils accepter le reproche de ne rien entreprendre contre la hausse continue des primes d'assurance maladie et de lutter exclusivement contre les symptômes? Non! Depuis bien longtemps, des études scientifiques ont prouvé que seule une intervention sur l'offre<sup>4</sup> peut influencer efficacement l'évolution des coûts de la santé. La marge d'intervention au niveau de la demande est très restreinte car cette dernière n'est que très peu influencée par le prix des prestations médicales<sup>5</sup>.

Toutefois, il est certain que la consommation d'énergie, et donc l'émission de matières nocives, diminuera grâce à l'ajustement des prix à ceux de l'UE. C'est une contribution évidente à l'amélioration de la santé, aussi bien pour nous que pour les générations futures.

*Adopté par le groupe parlementaire des Verts suisse le 12 août 2003*

---

<sup>4</sup>La relation positive entre la densité de médecins et les coûts de la santé le démontre bien. Si la population des médecins s'accroît, la concurrence entre médecins n'augmente que très peu. Cela provoque au contraire une plus grande demande en prestations médicales et contribue ainsi à plus de frais. Notamment, une plus grande densité de spécialistes débouche sur davantage de consultations en médecine spécialisée, ce qui a des implications au niveau des coûts. (voir Domenighetti, G. Consommation chirurgicale en Suisse et Comparaison avec la France. Lausanne 1996).

<sup>5</sup>L'expérience la plus complète dans le domaine des assurances maladie, le „Health Insurance Experiment“ de la Rand Corporation aux Etats-Unis («American Economic Review», 1987) a démontré que davantage de quote-part ou une abolition des assurances maladie n'engendrent, dans le meilleur des cas, qu'une petite baisse des coûts de la santé. Contrairement à certaines suppositions économiques, les personnes assurées ne réclament que peu de services auxquelles elles renonceraient si elles n'avaient pas d'assurance.